

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°344
11 octobre 2023
ISSN 1245-0286

Intervention du représentant du courant Front unique au Bureau national de la FSU, le 9 octobre 2023

Les uns après les autres, les représentants de l'impérialisme américain, ceux des puissances impérialistes d'Europe, du Japon, de l'Union européenne et de l'ONU se sont succédé pour exprimer leur « condamnation » des opérations armées engagées ce week-end par le Hamas à l'encontre de l'État d'Israël, opérations qu'ils qualifient de « terroristes ».

Dans une rare démonstration de racisme, ces représentants, les médias aux ordres, la cohorte des partis bourgeois versent en chœur des larmes de crocodiles sur les seules victimes israéliennes. En France, Macron flanqué de LR, du RN, de Reconquête a même pu bénéficier du soutien des représentants du PS et du PCF dans une sorte de « front républicain » sans rivage à droite qui voudrait prendre des airs d'union nationale, sur l'axe du prétendu « droit d'Israël à se défendre ».

Oubliée, la population de Gaza que depuis seize ans, Israël prive à l'envi d'eau, d'électricité, de soins, de nourriture, de liberté, comme l'État sioniste l'a décidé ce matin même.

Oubliés, les habitants de Cisjordanie harcelés et meurtris par la colonisation galopante.

Oubliés, les millions de réfugiés palestiniens entassés dans des camps dans les pays voisins.

Oubliées, les opérations pogromistes contre des Palestiniens à Jérusalem-Est et ailleurs, les raids aériens réguliers de Tsahal, les dizaines de milliers d'hommes, femmes et enfants incarcérés et torturés de manière discrétionnaire, etc. Un trait est tiré sur l'existence même du peuple palestinien.

Il faut donc le rappeler : depuis la création de l'État colonial d'Israël sur le sol de Palestine sous l'égide de l'ONU en 1948, il n'y a qu'un seul « agresseur » : c'est l'État sioniste.

Biden proclame que « les États-Unis » – l'impérialisme américain – « sont du côté d'Israël ». Il organise concrètement un renforcement des aides militaire et stratégique à l'État d'Israël. Macron lui a immédiatement emboîté le pas. Ce soutien est apporté aux centaines de frappes déjà effectuées à Gaza et à la « guerre » annoncée par Netanyahu, guerre contre le peuple palestinien, une guerre coloniale qui s'apparente toujours plus à une guerre d'extermination.

Depuis 2018, l'ambassade américaine se situe à Jérusalem. C'est le prolongement des déclarations effectuées par Trump, reprises de facto par Biden, en faveur de l'instauration d'« un seul État », l'État sioniste, sur tout le territoire de la Palestine.

Le prétendu « processus de paix », découlant des défunts accords d'Oslo/Washington, a de facto pris fin. Il a parfaitement rempli son rôle : anéantir les organisations nationalistes palestiniennes, transformées en police et en administration des ghettos, avant qu'Israël ne juge plus utile de s'appuyer sur les restes de l'Autorité palestinienne et décide de la jeter aux orties.

Ce que signifie l'alignement de Macron sur cette politique, aux côtés des autres puissances impérialistes d'Europe, c'est un blanc-seing accordé à Israël pour atteindre ses objectifs.

Et les attaques de Borne à l'encontre de LFI ou du NPA, accompagnées de l'accusation odieuse d'antisémitisme, sont lourdes de menaces à l'encontre des libertés démocratiques : « *On ne peut pas renvoyer dos-à-dos le Hamas, une organisation reconnue comme terroriste, et un État démocratique victime d'une attaque terroriste.* », dit-elle. C'est la reprise par le gouvernement de l'offensive initiée du temps de Sarkozy, visant à faire condamner toute prise de position en faveur du peuple palestinien et à interdire les manifestations sur ce terrain, comme cela est déjà le cas dans plusieurs villes, alors même que les manifestations pro-israéliennes sont partout autorisées.

Alors, il incombe aux dirigeants de la FSU de condamner publiquement les déclarations de soutien de Macron à l'État d'Israël et les menaces de Borne à l'encontre des libertés démocratiques. Il lui incombe d'indiquer qu'entre un peuple opprimé et un État colonial, la place du mouvement ouvrier est du côté des opprimés : inconditionnellement du côté du peuple palestinien, contre l'État d'Israël. C'est le droit élémentaire du peuple palestinien de résister et de combattre le massacre permanent et la colonisation : à bas la guerre coloniale de Netanyahu.

La FSU doit décider de s'adresser aux organisations syndicales issues du mouvement ouvrier (CGT, FO), aux organisations étudiantes et de jeunesse, afin d'organiser et d'assurer pratiquement la protection de toutes les initiatives sur ce terrain : manifestations, meetings unitaires, organisation du boycott d'Israël.